

Arrêté préfectoral n° 2026-282 du 23 février 2026
modifiant l'arrêté d'autorisation environnementale n° 2022-337
du 8 avril 2022 relatif à l'exploitation d'un centre de transit/tri/cisaillage des métaux,
de tri transit de batteries, de dépollution des véhicules hors d'usage,
et de tri transit de déchets d'équipements électriques et électroniques, située ZAC
de la Vigonnière, 4 rue Pierre Gilles de Gennes
sur le territoire de la commune de Saint-Florent-sur-Cher
et exploitée par la société SAS FERROLAC

Le préfet Cher
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 14 février 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture du Cher, sous-préfet de Bourges ;

Vu le décret du 22 octobre 2025 du Président de la République portant nomination de monsieur Philippe LE MOING SURZUR, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié, fixant le contenu des registres « déchets » mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2022-337 du 8 avril 2022, relatif à l'exploitation d'un centre de transit/tri/cisaillage des métaux, de tri transit de batteries, de dépollution des véhicules hors d'usage, et de tri transit de DEEE située ZAC de la Vigonnière, 4 rue Pierre Gilles de Gennes à Saint-Florent-sur-Cher (18400) et exploitée par la société SAS FERROLAC ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-1852 du 30 décembre 2025 accordant délégation de signature à monsieur Mohamed ABALHASSANE, secrétaire général de la préfecture, sous-préfet de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 1er août 2023, complété le 28 mai 2024 et le 15 juillet 2025, par lequel la société SAS FERROLAC fait part de modifications des conditions d'exploiter les installations ;

Vu l'étude de modélisation d'un scénario d'incendie d'une alvéole de déchets de batteries transmise le 15 juillet 2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 23 janvier 2026 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant, par courriel du 29 janvier 2026, au titre de la procédure contradictoire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant dans les délais réglementairement impartis dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que les modifications n'engendrent pas d'évolution du régime de classement des installations ;

Considérant que la demande présentée le 1er août 2023 et complétée le 28 mai 2024 et le 15 juillet 2025 par l'exploitant, portant sur :

- la création d'un bâtiment de 6 000 m² pour l'entreposage de déchets de métaux,
- la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 relatives aux besoins en eau d'extinction incendie,
- la modification de la nature du dispositif de rétention des eaux potentiellement polluées par un système de buses,
- le déplacement et l'augmentation du volume du bassin d'infiltration,
- le déplacement de la zone VHU ,

ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploiter au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer les modifications apportées à l'installation par l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 avril 2022 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer un besoin en eau d'extinction incendie de l'installation supérieur à celui proposé par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance susvisé au regard du risque d'incendie dans le bâtiment de 6 000 m² ;

Considérant qu'en conséquence, l'estimation des capacités de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie doit être revue par l'exploitant ;

Considérant que la demande de modification susvisée portant sur le déplacement de l'alvéole dédiée au stockage de batteries usagées n'est pas acceptable au regard des résultats de l'étude des flux thermiques susvisée qui n'ont fait l'objet d'aucune analyse de l'exploitant ;

Considérant que les éléments présentés par l'exploitant quant au déplacement de l'alvéole ne permettent pas d'apprécier le caractère substantiel ou non de la modification ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : modification de l'arrêté préfectoral n° 2022-337 du 8 avril 2022

L'arrêté préfectoral n° 2022-337 du 8 avril 2022 relatif à l'exploitation d'un centre de transit/tri/cisaillage des métaux, de tri transit de batteries, de dépollution des véhicules hors d'usage, et de tri transit de déchets d'équipements électriques et électroniques située ZAC de la Vigonnière, 4 rue Pierre Gilles de Gennes à Saint-Florent-sur-Cher (18400) et exploitée par la société SAS FERROLAC, est modifié et complété par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : le tableau inséré au chapitre 1.2 nature des installations de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 est modifié comme suit :

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'Les dispositions de l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Stockage de batteries usagées (Dans une alvéole dédiée et sur la zone de dépollution VHU)	40 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j ;	2 cisailles	120 tonnes par jour	A

2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Véhicules hors d'usage (VHU)	1 200 m ²	E
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	Métaux ferreux et non ferreux	22 500 m ² dont 6 000 m ² dans un bâtiment	E
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit DEEE	300 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

L'établissement n'est pas visé par la directive IED.

Article 3 : Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 (Consistance des installations autorisées) sont remplacées par les dispositions ci-après.

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- plateforme imperméabilisée d'une surface de 43 727 m² (bâti inclus) ;
- un bâtiment de bureaux jumelé à un bâtiment d'entreposage de déchets non dangereux, incombustibles et non inflammables, d'une surface au sol de 6 000 m² ;
- parking VL de 65 places ;
- un atelier mécanique/pièces détachées sur dalle béton d'une surface de 144 m² d'une hauteur au faîtage de 6,82 m ;
- une cuve de 30 m³ de gasoil non routier sur rétention équipée de 2 postes de distribution ;
- un pont bascule (local de pesée dans le bâtiment de bureaux) de longueur 18 mètres équipé d'un détecteur de radioactivité.

Le plan d'ensemble est joint en annexe du présent arrêté ».

Article 4 : Les dispositions du 1^{er} paragraphe du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Conformité au dossier de demande d'autorisation » sont modifiées comme suit :

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant en préfecture du Cher le 13 novembre 2020 et complété par les courriers du 28 juillet 2021 et du 28 septembre 2021, et modifiés par le dossier déposé par l'exploitant

ne constitue pas une modification substantielle des conditions d'exploiter au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer les modifications apportées à l'installation par l'exploitant en modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 avril 2022 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer un besoin en eau d'extinction incendie de l'installation supérieur à celui proposé par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance susvisé au regard du risque d'incendie dans le bâtiment de 6 000 m² ;

Considérant qu'en conséquence, l'estimation des capacités de rétention des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie doit être revue par l'exploitant ;

Considérant que la demande de modification susvisée portant sur le déplacement de l'alvéole dédiée au stockage de batteries usagées n'est pas acceptable au regard des résultats de l'étude des flux thermiques susvisée qui n'ont fait l'objet d'aucune analyse de l'exploitant ;

Considérant que les éléments présentés par l'exploitant quant au déplacement de l'alvéole ne permettent pas d'apprécier le caractère substantiel ou non de la modification ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : modification de l'arrêté préfectoral n° 2022-337 du 8 avril 2022

L'arrêté préfectoral n° 2022-337 du 8 avril 2022 relatif à l'exploitation d'un centre de transit/tri/cisaillage des métaux, de tri transit de batteries, de dépollution des véhicules hors d'usage, et de tri transit de DEEE située ZAC de la Vigonnière, 4 rue Pierre Gilles de Gennes à Saint-Florent-sur-Cher (18400) et exploitée par la société SAS FERROLAC, est modifié et complété par les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : le tableau inséré au chapitre 1.2 nature des installations de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 est modifié comme suit :

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'Les dispositions de l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Stockage de batteries usagées (Dans une alvéole dédiée et sur la zone de dépollution VHU)	40 tonnes	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j ;	2 cisailles	120 tonnes par jour	A

2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ²	Véhicules hors d'usage (VHU)	1 200 m ²	E
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	Métaux ferreux et non ferreux	22 500 m ² dont 6000 m ² dans un bâtiment	E
2711-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit DEEE	300 m ³	D

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

L'établissement n'est pas visé par la directive IED.

Article 3 : Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 (Consistance des installations autorisées) sont remplacées par les dispositions ci-après.

« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- plateforme imperméabilisée d'une surface de 43 727 m² (bâti inclus) ;
- un bâtiment de bureaux jumelé à un bâtiment d'entreposage de déchets non dangereux, incombustibles et non inflammables, d'une surface au sol de 6 000 m² ;
- parking VL de 65 places ;
- un atelier mécanique/pièces détachées sur dalle béton d'une surface de 144 m² d'une hauteur au faitage de 6,82 m ;
- une cuve de 30 m³ de gasoil non routier sur rétention équipée de 2 postes de distribution ;
- un pont bascule (local de pesée dans le bâtiment de bureaux) de longueur 18 mètres équipé d'un détecteur de radioactivité.

Le plan d'ensemble est joint en annexe du présent arrêté ».

Article 4 : Les dispositions du 1^{er} paragraphe du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Conformité au dossier de demande d'autorisation » sont modifiées comme suit :

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant en préfecture du Cher le 13 novembre 2020 et complété par les courriers du 28 juillet 2021 et du 28 septembre 2021, et modifiés par le dossier déposé par l'exploitant

le 1er août 2023, complété le 28 mai 2024 et le 15 juillet 2025 (hors nouveau projet de déplacement de la zone de stockage des batteries).

Article 5 : Les articles 1.5.1 à 1.5.9 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 (du chapitre 1.5 « Garanties financières ») sont abrogées.

Article 6 : Les dispositions du chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Implantation » sont remplacées par les dispositions ci-après.

« Toutes les activités exercées sont implantées conformément aux plans présentés dans le dossier de demande d'autorisation environnementale modifié par le dossier de porter à connaissance susvisé, sauf l'aire dédiée au stockage de déchets de batteries dont l'implantation devra respecter les dispositions complémentaires définies par le présent article.

Les voies pompiers sont situées en dehors des distances d'effets des flux thermiques irréversibles.

Activité de dépollution des véhicules hors d'usage :

La surface réservée à l'activité est ceinte dans une zone close d'une surface maximum de 1 200 m² (largeur 30 mètres sur 40 mètres de longueur).

Activité de stockage des batteries usagées :

L'aire de stockage des batteries usagées est située dans une zone fermée par des murs en béton avec auvent. Les dimensions de cette zone sont de 12 mètres maximum de longueur sur 4,5 mètres maximum de largeur. Cette aire est implantée conformément aux dispositions autorisées par l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 (dossier de demande d'autorisation de novembre 2020). »

Article 7 : Les dispositions du chapitre 1.7 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Documents tenus à la disposition de l'inspection » sont remplacées par les dispositions ci-après.

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- le dossier de porter à connaissance du 1er août 2023 complété le 28 mai 2024 le 28 mai 2024 et le 15 juillet 2025 ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Article 8 : Les dispositions du chapitre 1.8 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Réglementation applicable » sont modifiés comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive).

Références :
- code de l'environnement
- arrêté ministériel du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées
- arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
- arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
- arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
- arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
- arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
- arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
- arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage
- arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 9 : Les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Localisation des points de rejets » sont remplacées par les dispositions ci-après :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N° 1	Eaux usées domestiques, eaux de nettoyage du magasin	Réseau communal	Station d'épuration urbaine de la communauté de communes Fercher rejetant dans la rivière le Cher	Autorisation, convention avec la communauté de communes Fercher.
Pt N° 2	Eaux pluviales (hors zone VHU)	Bassin d'infiltration	Sous-sol	Sans objet
Pt N° 3	Eaux pluviales de la zone VHU	Réseau communal	Cher	Autorisation, convention avec la communauté de communes Fercher.
Pt N° 4	Eaux pluviales de toiture	Noüe d'infiltration sur site	Sous-sol	Sans objet

Point de rejet externe à l'établissement	N° : 1 externe
Nature des effluents	Eaux domestiques et nettoyage du magasin
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement collectif de la ZI
Traitement avant rejet	Aucun
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet, convention avec la communauté de communes Fercher.
Autres dispositions	Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Point de rejet interne à l'établissement	N° : 2 interne
Nature des effluents	Eaux pluviales de la plateforme hors zone VHU
Exutoire du rejet	Eaux souterraines par réseau de capacité 2 500 m ³ puis bassin d'infiltration de 3 161 m ³
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures
Conditions de raccordement	-
Autres dispositions	-

Point de rejet externe à l'établissement	N° : 3 externe
Nature des effluents	Eaux pluviales de la zone VHU.
Exutoire du rejet	Réseau communal
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet, convention avec la communauté de communes Fercher.
Autres dispositions	Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

Point de rejet externe à l'établissement	N° : 4 interne
Nature des effluents	Eaux de toitures des bâtiments
Exutoire du rejet	Noue en limite Sud du site
Traitement avant rejet	non
Conditions de raccordement	-
Autres dispositions	-

»

Article 10 : Les dispositions de l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Caractéristique du rejet interne » sont remplacées comme suit :

Les rejets des eaux de ruissellement météoriques de la zone VHU sont gérés distinctement des autres effluents générés par ruissellement des eaux pluviales de la plateforme.

Surfaces collectées :

La superficie des surfaces imperméabilisées est de :

- toiture bureaux et zone de stockage : 6 000 m²
- toiture atelier : 144 m²
- plateforme (hors toitures) : 36 000 m² (dont zone VHU 1 200 m²).

Article 11 : Les dispositions de l'article 3.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Eaux issues de la plateforme hors activité VHU » sont modifiées comme suit :

Conditions de rejet au point référencé n° 2 du présent arrêté préfectoral :

Les eaux collectées sont des eaux pluviales sur des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméables.

Les eaux issues des aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement présentent un risque particulier d'entraînement de substances relevant de l'annexe de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 dans les eaux souterraines, par infiltration dans le bassin de 3 161 m³.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le bassin d'infiltration, les valeurs limites en concentrations suivantes :

Paramètre	VLE	N° CAS	Code Sandre
pH	5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)	-	-
Cuivre et ses composés (en Cu)	0,150mg/l	7440-50-8	1392
Zinc et ses composés (en Zn)	0,8mg/l	7440-66-6	1383
Hydrocarbures totaux	10 mg/l		7009
Plomb et ses composés (en Pb)	0,1 mg/l	7439-92-1	1382
Métaux totaux Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.	15 mg/l		

Substances spécifiques (dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)			
Paramètre	VLE	N° CAS	Code SANDRE
Arsenic et ses composés (en As)	25 µg/l	7440-38-2	1369
Cadmium et ses composés	25 µg/l	7440-43-9	1388
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,1 mg/l (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)	7440-47-3	1389
Mercure et ses composés (en Hg)	25 µg/l	7439-97-6	1387
Nickel et ses composés	0,2 mg/l	7440-02-0	1386
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	15 mg/l	-	-
Indice phénols	0,3 mg/l	108-95-2	1440
Cyanures libres	0,1 mg/l	1957-12-05	1084
Indice cyanures totaux	< 0,2 mg/l	1957-12-05	1390
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	25 µg/l (somme des 5 composés visés)		1117
Benzo(a)pyrène		50-32-8	1115
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène		205-99-2 / 207-08-9	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène		191-24-2 / 193-39-5	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1 mg/l	-	1106
Dichlorométhane (Chlorure de méthylène)	100 µg/l	1975-09-02	1168

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

L'analyse est réalisée par un organisme agréé par le ministère de l'environnement.

Article 12 : Les dispositions de l'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Périodicité des analyses des rejets eaux pluviales » sont remplacées par les dispositions ci-après.

« Un contrôle de la qualité des eaux pluviales rejetées au point de contrôle référencé n° 2 est effectué tous les six mois. En cas d'absence d'écart des résultats d'analyse sur 3 contrôles consécutifs, la périodicité des contrôles sera annuelle.

Tout nouvel écart des résultats d'analyse, entraînera à nouveau une périodicité des contrôles tous les six mois.

Les rapports de contrôles des analyses sont conservés sur le site à disposition des organismes de contrôle durant une période de six ans. »

Article 13 : Les dispositions de l'article 5.1.6 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles » sont remplacées par les dispositions ci-après.

«

Rétentions associées aux capacités de stockage et aux aires de chargement/déchargement

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Les aires de chargement et de déchargement, de stockage et de manipulation sont étanches et reliées au dispositif de rétention des eaux d'incendie.

Confinement des eaux d'extinction d'incendie :

Le confinement des eaux d'incendie est externe, il est dimensionné conformément à la règle D9A, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les études justifiant le dimensionnement ainsi que les éléments démontrant la mise en œuvre effective de la capacité requise.

Le dispositif de rétention est notamment constitué d'un bassin d'une capacité de 2 500 m³ utilisé également comme bassin d'orage. Ce dispositif étanche se déverse par pompe de relevage dans le bassin d'infiltration.

Le dispositif de rétention est entretenu en bon état pour assurer sa fonction.

L'exploitant prend toutes dispositions pour que :

- le dispositif de 2 500 m³ soit étanche aux produits collectés, il est en mesure de contenir à tout moment le volume destiné à la rétention des eaux d'incendie ;
- le volume disponible destiné à la rétention des eaux d'incendie soit clairement visible à tout moment par les services de secours et d'incendie et par les employés du site (une consigne définit les modalités de cette surveillance, la fréquence de contrôle, les actions prises pour y

remédier ; les contrôles et les actions prises sont consignés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant au moins deux années) ;

- lors d'un sinistre le confinement soit assuré ;
- les dispositifs d'obturations permettant le confinement des eaux polluées soient clairement signalés, facilement accessibles, et sont actionnables en toutes circonstances et notamment lors des pertes d'utilités. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs, des tests semestriels sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Bassin d'infiltration :

Le bassin d'infiltration a une capacité de 3 161 m³.

Il est planté d'arbustes permettant une phytoépuration des eaux.

Le bassin d'infiltration est entretenu en bon état pour assurer sa fonction.

Dans les 2 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant produit une étude visant à démontrer l'aptitude du sol et du sous-sol à l'infiltration des eaux pluviales.

Le bassin d'infiltration est en mesure d'absorber son contenu puis le contenu du bassin étanche dans un délai acceptable (au plus 24 heures).

Ce bassin n'est pas à l'origine de nuisances olfactives.

Afin de prévenir les risques de noyade liés à la présence du bassin d'infiltration :

- Le bassin est clôturé sur sa périphérie.
- L'accès est réalisé par un portillon qui est fermé à clé en permanence. Seul le personnel habilité accède aux bassins. L'accès se fait uniquement par binôme.
- Le bassin est équipé d'échelle et de bouée. »

Article 14 : Les dispositions de l'article 6.4.1 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Moyens de lutte contre l'incendie » sont remplacées par les dispositions ci-après.

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre :

- au moins 16 extincteurs (9 à poudre de 9kg, 3 à poudre de 6 kg, 1 à eau et 2 à CO2 de 2 et 5 kg) équipent l'installation ; ils sont adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- au moins 3 réserves de sable meuble et sec convenablement réparties sont situées à proximité :
 - des stocks de bois ;
 - des VHU ;
 - des DAE ;

en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres au total et des pelles ;

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

Les moyens propres de l'exploitant sont complétés notamment par les moyens suivants :

- des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
- des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 150 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).

L'exploitant s'assure auprès des services de gestion des équipements de défense incendie extérieurs au site de leur disponibilité (opérationnelle et débit) au moins 1 fois par an.

Les résultats sont consignés dans le registre de sécurité incendie.

Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 15 : au chapitre 8 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2022 « Conditions particulières applicables à certaines installations » il est ajouté un article 8.4 et rédigé comme suit :

« Article 8.4. Exploitation du bâtiment de 6000 m² abritant une partie de l'activité de tri transit de métaux ».

Dans ce bâtiment, il est interdit d'entreposer, ou d'introduire pour quelque durée que ce soit, des déchets combustibles, des déchets inflammables, des produits dangereux et matières dangereuses.

Pour les produits combustibles (palettes, emballages plastiques, emballages cartons ...) nécessaires aux opérations d'exploitation, leur quantité doit être limitée au strict nécessaire, ils sont évacués du bâtiment en fin de journée.

Les seuls déchets entreposables dans ce bâtiment sont ceux répondant à la définition d'un déchet incombustible au sens de l'article 3 de l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) :

Déchets incombustibles : déchets qui ne sont pas susceptibles de brûler. Sont qualifiés d'incombustibles des déchets constitués uniquement de matériaux classés A1 ou A2-s1-d0 au sens de l'arrêté ministériel du 21 novembre 2002 ou des déchets qualifiés comme incombustibles suite à la mise en œuvre d'essais réalisés selon un protocole reconnu par le ministère chargé de l'environnement.

Au sens de l'arrêté précité :

- **des déchets combustibles** sont des déchets qui ne sont pas qualifiés d'incombustibles ; au sens de cette définition, les contenants, emballages et palettes sont comptabilisés en tant que matières combustibles.

- **des déchets inflammables** sont des déchets catégorisés HP3 au sens de la directive cadre déchets susvisée. Un déchet n'est pas considéré comme inflammable au sens de ce présent arrêté lorsque les mentions de danger attribuées aux constituants de ce déchet ne sont pas mentionnées au tableau 3 de l'annexe III de la directive cadre déchets susvisée.

- **des produits dangereux et matières dangereuses** sont des substances ou mélanges classés suivant les « classes et catégories de danger » définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges dit " CLP ". Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.

L'exploitant sera en toute circonstance en mesure de justifier du caractère incombustible et non inflammables des déchets qui sont entreposés dans le bâtiment.

Cette interdiction d'entreposage de produits et matières dangereuses ne s'applique pas aux produits de nettoyage et d'entretien nécessaires à l'entretien du bâtiment. Ils seront stockés dans une armoire prévue à cet effet, ou dans un local dédié, et en dehors de la zone d'exploitation.

Circulation des véhicules dans le bâtiment :

En dehors des heures normales d'exploitation, aucun véhicule terrestre à moteur n'y stationnera.

Durant les heures normales d'exploitation, aucun véhicule terrestre à moteur ne sera laissé sans surveillance. »

Article 16 : Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code précité, auprès du tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS Cedex 1 ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr :

1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification,
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le recours gracieux est adressé à monsieur le préfet du Cher - Place Marcel Plaisant CS 60 022 - 18020 BOURGES Cedex.

Le recours hiérarchique est adressé à madame la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - direction générale de la prévention des risques - arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (préfet du Cher) et à son bénéficiaire (société SAS Carrières Agrégats du Centre « les Grands Cris » 18 800 Chassy), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 17 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Florent-sur-Cher et peut y être consultée ;
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Saint-Florent-sur-Cher pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Saint-Florent-sur-Cher à la préfecture du Cher ;
- 3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 18 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire et la maire de Saint-Florent-sur-Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS FERROLAC.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le secrétaire général,
Sous-Préfet de Bourges

Mohamed ABALHASSANE

P 14/14 de l'arrêté préfectoral modifiant l'arrêté d'autorisation environnementale n° 2022-0337 du 8 avril 2022 relatif à l'exploitation d'un centre de transit/tri/cisaillage des métaux, de tri transit de batteries, de dépollution des véhicules hors d'usage, et de tri transit de DEEE située ZAC de la Vigonnière, 4 rue Pierre Gilles de Gennes sur le territoire de la commune de Saint-Florent-sur-Cher et exploitée par la société SAS FERROLAC